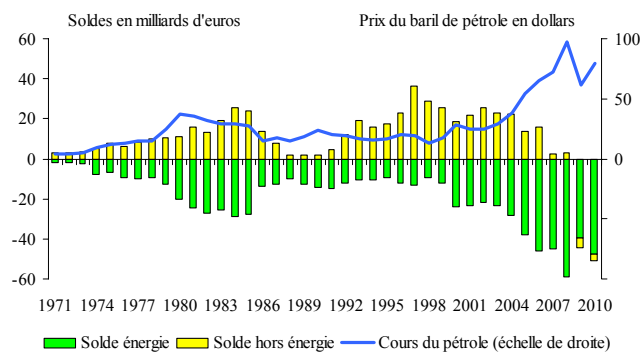




Une facture énergétique en hausse, mais relativement moins élevée que chez nos voisins européens

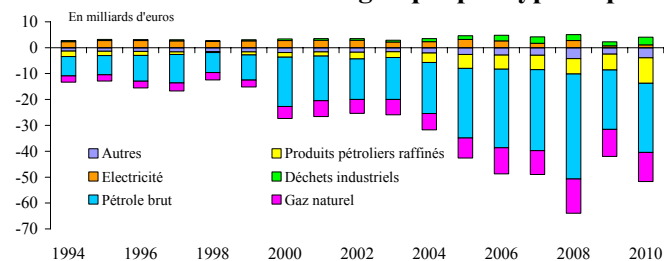
En 2010, le déficit énergétique repart à la hausse du fait du rebond du cours du pétrole. La part de la facture énergétique dans le PIB (2,5 % en 2010) reste toutefois moindre que lors des deux premiers chocs pétroliers de 1973 et 1979. L'économie française est en effet moins gourmande en énergie, et la dépendance au pétrole s'avère aussi moins étroite que par le passé, en raison notamment du développement du nucléaire. Au final, la facture énergétique française rapportée au PIB est relativement moins importante que celle de nos grands voisins européens comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne.

Evolution de la facture énergétique, du solde hors énergie, et du prix de baril de pétrole



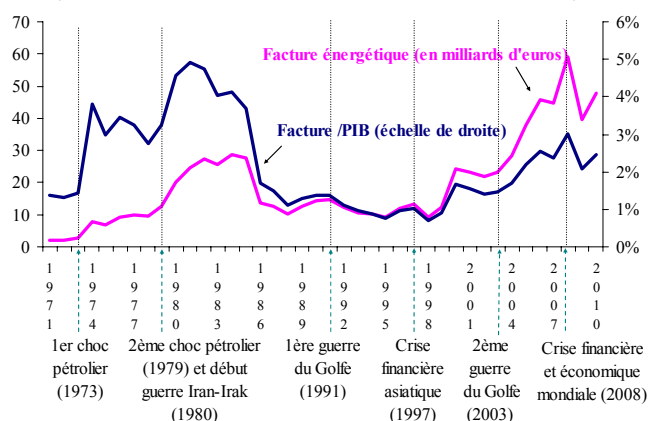
Source : Douanes (Données FAB estimées) et INSEE (cours du pétrole)

Evolution de la facture énergétique par type de produit



Source : Douanes (Données CAF/FAB brutes, non enrichies)

Evolution de la facture énergétique de la France et du PIB (niveau en milliards d'euros et ratio en %)



Sources : Douanes (Données CAF/FAB brutes, non enrichies) et INSEE

Alourdissement de la facture énergétique en 2010

En 2010, la facture énergétique s'alourdit, dans un contexte de flambée du prix du pétrole Brent (+29 %) et de reprise de l'activité économique : elle atteint -47,8 milliards d'euros, après -39,7 milliards en 2009.

Ce creusement du déficit énergétique est engagé depuis le début des années 2000. Il résulte principalement d'une hausse quasiment continue (hormis la parenthèse de 2009 due à la récession) du prix du baril de pétrole, qui passe de 28 dollars en 2000, à 79 dollars en 2010. Cette hausse tendancielle diffère ainsi des chocs pétroliers précédents, où l'augmentation brutale des cours était souvent temporaire. L'élargissement de la facture énergétique concerne tant les produits pétroliers raffinés (-8,1 milliards), que le pétrole brut (-7,7 milliards) et le gaz naturel (-6,6 milliards).

Depuis 2003, la moitié de la détérioration du solde commercial français s'explique ainsi par l'alourdissement de la facture énergétique.

Une part dans le PIB moindre qu'au début des années 80

En 2010, la facture énergétique représente 2,5 % du PIB. Ce ratio est bien en deçà de ceux atteints après les deux premiers chocs pétroliers (3,8 % du PIB en 1974 et 4,9 % en 1981). En 2010, les importations d'énergie ne constituent ainsi que 15 % du total des importations, contre 29 % en 1981.

De fait, la situation actuelle est très différente de celle des deux premiers chocs pétroliers. Tout d'abord, l'intensité énergétique, qui rapporte la consommation intérieure brute d'énergie au PIB en volume, et montre combien une économie est gourmande en énergie, est en repli sensible. Parallèlement, la production d'énergies alternatives au pétrole, notamment l'énergie nucléaire, s'est développée. Par ailleurs, les mécanismes de transmission de la hausse des prix de l'énergie à

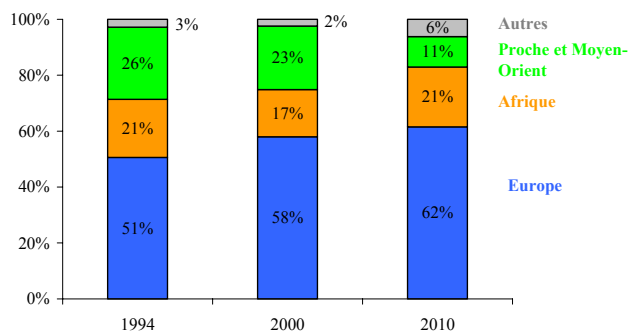




L'ensemble de l'activité économique jouent moins que par le passé.

Enfin, par rapport aux chocs précédents, la France a diversifié ses approvisionnements énergétiques. En 2010, on compte ainsi 119 pays fournisseurs d'hydrocarbures naturels et produits pétroliers raffinés, contre 83 en 1994. Les pays du Proche et Moyen-Orient ne constituent plus que 11 % des approvisionnements, contre 26 % en 1994. La part de l'Afrique (Libye, Nigeria, Algérie) est stable à 21 %. En revanche, l'Europe représente une part croissante de nos importations énergétiques, en raison de la hausse des achats à la Russie et à la Norvège.

Importations d'hydrocarbures naturels et de produits pétroliers raffinés par zone géographique (en %)

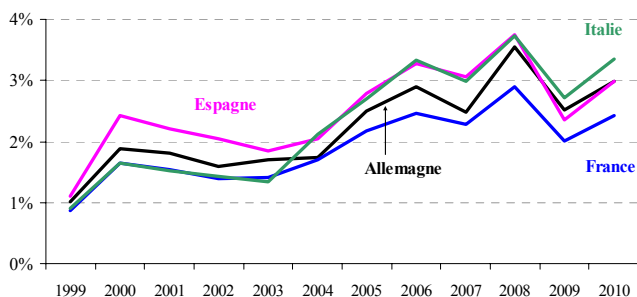


Source : Douanes (Données CAF/FAB brutes, non enrichies)

Une facture énergétique française en deçà de celle de nos grands voisins européens

La France se distingue par un poids de la facture énergétique dans le PIB légèrement plus faible que ses principaux voisins européens. En Espagne et en Allemagne, le ratio se situe en effet autour de 3,0 %, et il est plus élevé en Italie (3,3 %). Le profil d'évolution est assez proche dans les grands pays de l'UE puisqu'il est lié à la hausse des prix. Toutefois, au cours des dix dernières années, le ratio augmente un peu plus vite en Italie que dans les trois autres pays.

Evolution de la facture énergétique de la France, Allemagne, Espagne, Italie (en % du PIB)



Source : Eurostat

Moindre dépendance énergétique de la France

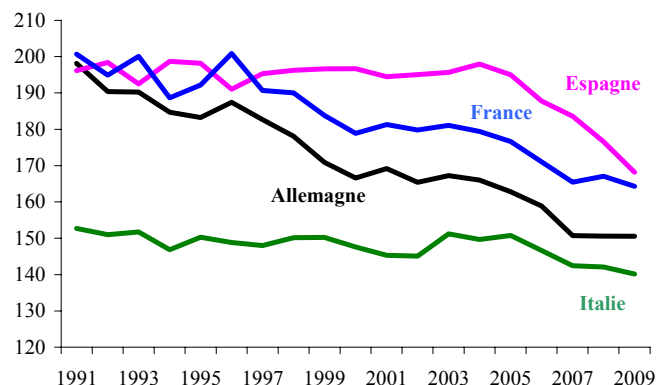
Les divergences quant à la part de la facture énergétique dans le PIB renvoient notamment aux différences

d'intensité énergétique et à l'existence ou non de ressources énergétiques nationales.

Dans la plupart des pays européens, l'intensité énergétique s'oriente à la baisse au milieu des années 90. En 2009, les niveaux d'intensité énergétique des pays de l'UE ne sont pas très éloignés, la France se situant à peu près dans la moyenne européenne, entre l'Allemagne et l'Espagne.

Evolution de l'intensité énergétique* en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie

en kilogramme d'équivalent pétrole par 1000 euros



Source : Eurostat

* L'intensité énergétique est le rapport de la consommation intérieure brute d'énergie (mesurée en kilogramme d'équivalent pétrole) au PIB en volume.

Le ratio de dépendance énergétique (rapport des importations nettes d'énergie à la consommation brute d'énergie et aux stocks), qui montre si une économie est capable de faire face à ses besoins énergétiques, révèle certaines disparités entre pays. L'Espagne et l'Italie, disposant de faibles ressources internes, affichent les taux de dépendance les plus élevés, proches de 80 %. Grâce au développement de l'énergie nucléaire, la France a une moindre dépendance énergétique, autour de 50 %. De son côté, l'Allemagne présente un taux de dépendance proche de 60 %. Il est plus faible qu'en Espagne et en Italie grâce à la production d'énergie nucléaire (qui ne représente toutefois qu'un tiers de la production française), et à celle de charbon.

Méthodologie et sources

L'étude présentée ici s'appuie sur la nomenclature agrégée de synthèse A17 de la NAF-CPF révision 2. La facture énergétique comprend les hydrocarbures naturels (pétrole et gaz) et autres produits des industries extractives (y compris minerais et déchets), ainsi que les produits pétroliers raffinés. Le solde hors énergie est calculé à partir du solde FAB/FAB, diminué du solde énergétique CAF/FAB. Les données d'Eurostat sur la facture énergétique des différents pays européens regroupent les données du chapitre 27 du Système Harmonisé, hors minerais et déchets.